



United Nations Environment Programme

برنامج الأمم المتحدة للبيئة • 联合国环境规划署
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT • PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL MEDIO AMBIENTE
ПРОГРАММА ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ ПО ОКРУЖАЮЩЕЙ СРЕДЕ

COMMUNIQUE DE PRESSE

Du 30 avril au 4 mai, Dakar accueille la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants

Les pourparlers sur les substances chimiques toxiques mettront l'accent sur le DDT, les transferts de technologie et la surveillance de l'environnement

Dakar, le 30 avril 2007 – Les représentants d'environ 130 gouvernements se retrouvent à l'hôtel Méridien cette semaine afin de poursuivre leurs efforts pour débarrasser la planète de certaines des substances chimiques les plus dangereuses qu'aient produites les hommes.

La Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) cible 12 pesticides et produits chimiques industriels dangereux pour les êtres humains parce qu'ils peuvent les tuer, endommager leurs systèmes nerveux et immunitaires, provoquer des cancers et des dysfonctionnements de la reproduction et compromettre le développement normal des bébés et des enfants.

Selon Achim Steiner, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le développement responsable de l'adoption de la Convention : "La communauté internationale ne peut accepter les risques que ces substances chimiques font courir aux paysans, aux femmes enceintes et autres groupes extrêmement vulnérables. La Conférence de Dakar va aider à accélérer l'élimination des POP non seulement en Afrique mais dans le monde entier".

Une des principales questions à l'ordre du jour de la conférence est de savoir si les pays qui se servent du DDT pour lutter contre les moustiques vecteurs du parasite létal du paludisme n'ont toujours pas d'autre choix. Tout en visant l'élimination ultérieure du DDT, la Convention reconnaît que certains pays doivent encore s'en servir pour protéger la santé de leurs populations. Les participants examineront notamment un plan d'activités invitant toutes les parties prenantes à de nouvelles initiatives ambitieuses pour trouver des moyens efficaces de remplacer le DDT.

Ils examineront par ailleurs comment consolider les réseaux mondiaux de surveillance des niveaux des POP dans l'environnement afin de vérifier si la Convention réussit vraiment à diminuer ces niveaux. Dans ce sens, une mesure vitale doit être prise avec la mise en place de données de référence par rapport auxquelles de nouvelles mesures permettront de voir s'il y a de véritables diminutions.

La Conférence étudiera aussi comment mieux aider les pays en développement à nettoyer l'environnement des POP, en adoptant pour les remplacer des produits moins dangereux pour la santé des êtres humains et l'environnement, et en général à remplir les obligations que la Convention leur impose. On parlera surtout des centres régionaux qui devraient être mis en place pour leur offrir l'assistance technique requise.

Sur les 12 premiers POP ciblés par la Convention il y avait neuf pesticides (aldrine, chlordane, DDT, dieldrine, endrine, heptachlore, hexachlorobenzène, mirex et toxaphène ; deux produits chimiques industriels (les PCB et l'hexachlorobenzène (HCB) également utilisé comme pesticide) et des sous-produits chimiques involontaires, surtout les dioxines et les furannes

Dans les années qui viennent, les gouvernements vont pouvoir ajouter à cette liste de nouvelles substances chimiques, dix ont déjà été proposées et sont en cours d'évaluation. La décision de les inclure ou non à la Convention doit être prise en 2009.

Si les risques varient d'un POP à l'autre, ces substances chimiques ont en commun quatre propriétés : elles sont extrêmement toxiques, elles sont stables et peuvent persister des années avant de se décomposer en formes moins dangereuses, elles s'évaporent et peuvent alors se déplacer sur de longues distances dans l'air ou dans l'eau et elles s'accumulent dans les tissus graisseux des êtres humains comme des animaux.

Tous les êtres humains de la planète ont des traces de POP dans leur corps. Ceux-ci circulent dans le monde entier par ce qu'on appelle "l'effet sauterelle". Lorsque ces substances sont libérées quelque part dans le monde elles peuvent se propager, par évaporation et retombées répétées dans l'atmosphère, vers des régions fort éloignées de leur origine.

Heureusement, il existe des produits pouvant remplacer ces POP. Le problème est que bien souvent leur coût élevé, l'ignorance du grand public et l'absence des infrastructures et technologies idoines ont empêché d'adopter ces produits de remplacement. En adopter un, quel qu'il soit, dépend de ce à quoi sert le produit en question, de ses propriétés et de son utilisation, ainsi que des conditions climatiques et socio-économiques de chaque pays.

Note à l'intention des journalistes : Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez contacter Alioune Loum, tél. : +221 889 1193 / 643 4078 ou loum@cinu-dakar.org; Michael Williams tél. : +41 79 409 1528 (cell) ou michael.williams@unep.ch; ou le Porte-parole du PNUE, Nick Nuttall tél. : +254 207 623084, +254 (0) 733 632755 (portable) ou nick.nuttall@unep.org.



United Nations Environment Programme

برنامج الأمم المتحدة للبيئة · 联合国环境规划署

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT · PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL MEDIO AMBIENTE
ПРОГРАММА ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ ПО ОКРУЖАЮЩЕЙ СРЕДЕ

Ceci n'est pas un document officiel,
mais seulement à l'intention des médias.

DOCUMENT D'INFORMATION POUR LA PRESSE

Experts en santé et environnementalistes sont d'accord : il faut moins de DDT, il faut faire plus contre le paludisme

Dakar, mai 2007 – Les spécialistes de la santé insistent sur l'importance du DDT, insectifuge et insecticide des moustiques porteurs du paludisme. Le parasite du paludisme, qui tue chaque année au moins un million de personnes, le plus souvent des enfants et surtout en Afrique, résiste de plus en plus aux médicaments qui servaient jadis à le traiter.

Mais les environnementalistes savent que le DDT est dangereux pour la faune, il tue par exemple les oiseaux, en fragilisant les coquilles de leurs œufs. Cela signifie que le DDT, comme d'autres polluants organiques persistants (POP), risque aussi de provoquer des problèmes de santé chroniques chez les êtres humains. Il se peut notamment que sa présence massive dans le lait maternel fasse tort aux bébés.

C'est un dilemme qui sera examiné pendant la première semaine de mai à Dakar, lorsque les États membres de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) essayeront encore une fois de déterminer s'il faut continuer d'utiliser le DDT, dont la Convention vise l'élimination ultérieure, en même temps que celle de 11 autres de ces substances.

Heureusement, les experts en santé comme en environnement conviennent que si plusieurs pays vont continuer d'avoir besoin de DDT, il devrait être possible d'en diminuer progressivement l'utilisation en adoptant des produits de remplacement plus respectueux de l'environnement. La plupart de ces produits peuvent être aussi efficaces. En fait, vu le nombre élevé de personnes qui meurent encore du paludisme, ils seraient peut-être plus efficaces pour le combattre et pour finalement l'éliminer.

"Adopter de nouvelles approches existantes pour lutter contre le paludisme," déclarait M. Achim Steiner, directeur exécutif du PNUE, " permettrait de réduire les quantités de DDT utilisées chaque année sans mettre en danger des vies humaines. Mais à moins que des investissements plus ambitieux soient consacrés à trouver d'une part de meilleurs vaccins contre le parasite du paludisme et d'autre part de meilleurs insecticides et de nouvelles méthodes pour lutter contre les moustiques qui en sont le vecteur, il faudra encore de nombreuses années avant de pouvoir éliminer le DDT."

Chaque année, environ 4500 tonnes de DDT sont pulvérisées en petites quantités sur les murs intérieurs des maisons, parce que c'est un produit insectifuge et insecticide assez peu coûteux et relativement efficace pour empêcher les moustiques porteurs du paludisme de s'attaquer aux populations. L'utilisation du DDT comme insecticide sur des cultures est maintenant illicite – alors que l'agriculture en consommait jadis des centaines de milliers de tonnes par an – mais plus d'une vingtaine de pays s'en servent pour lutter contre le paludisme.

Ces pays s'inquiètent à juste titre d'une interdiction hâtive du DDT qui aurait un coût élevé en vies perdues pour cause de paludisme. C'est pourquoi la Convention autorise la production et l'utilisation du DDT pour lutter contre les moustiques et d'autres vecteurs de maladie, en respectant les recommandations et directives de l'Organisation mondiale de la santé et lorsque l'on ne dispose pas sur place d'autres moyens sûrs, efficaces et abordables. Cette utilisation doit être rendue publique et faire l'objet de réglementations strictes et d'un suivi attentif.

Les États membres de la Convention doivent, en consultation avec l'OMS, évaluer au moins tous les trois ans s'il faut encore utiliser le DDT à cette fin. On pourra ainsi continuer à se protéger contre le paludisme, ce qui est essentiel, tout en rendant probablement l'utilisation du DDT plus sûre et plus efficace, en réaction normale à cet examen intensif.

De plus, chercheurs et organisations de protection de la santé et de l'environnement doivent être ainsi vivement encouragés à mettre au point de nouvelles stratégies de lutte contre le paludisme, pour faire advenir au plus vite le jour où le DDT ne sera plus un élément essentiel de la panoplie anti-paludéenne.

C'est parce qu'il est efficace et peu coûteux que le DDT est encore utilisé. Alors que l'agriculture en utilisait autrefois d'énormes quantités, les pulvérisations domiciliaires de DDT n'en utilisent qu'assez peu. Mais comme les moustiques développent des résistances à cet insecticide, il faut constamment assurer le suivi de ces résistances pour que le DDT comme les autres pesticides restent efficaces.

Quoiqu'il en soit, de nombreux pays où sévit le paludisme n'utilisent plus le DDT ou l'utilisent de moins en moins. Ils ont mis en place des ensembles de stratégies intégrées de protection de l'environnement et de gestion de la maladie. Cela s'explique du fait que le DDT est une technologie désuète de lutte contre le paludisme, efficace parfois, mais pas toujours et aussi en raison des dangers à long risque qu'il fait courir à la santé des personnes qu'il est censé protéger.

Parmi ces stratégies de rechange, de nombreux pays ont adopté une gestion intégrée des vecteurs combinant des techniques adaptées à la situation locale. Il s'agit notamment de choisir l'un des 11 insecticides recommandés actuellement par l'OMS (le DDT est le 12^e) pour les pulvérisations domiciliaires, ou encore d'utiliser des larvicides pour se débarrasser des moustiques avant qu'ils ne parviennent à maturité, tout en asséchant les flaques et en nettoyant les vieux pneus et autres lieux favorisant la reproduction des moustiques.

Ces interventions intégrées comportent aussi l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticides, qui se sont avérées efficaces, d'autant plus que les moustiques piquent le plus souvent les gens pendant leur sommeil. On utilise aussi depuis peu des moustiquaires dont les fibres sont imprégnées d'insecticides à effet prolongé, ce qui les rend efficaces pendant quatre à cinq ans.

Ces initiatives sont quelques unes de celles qui aident à contenir le paludisme, mais il n'existe pas encore de partenariat mondial pour favoriser une recherche collective qui permettrait de trouver de bons produits de remplacement du DDT. Une des propositions soumises à la Conférence de Dakar est de mettre en place un plan d'activités auxquelles participeraient toutes sortes de parties prenantes – gouvernements, industries, organisations non gouvernementales, organisations intergouvernementales, bailleurs de fonds et associations communautaires locales – pour concevoir de nouvelles méthodes et

stratégies permettant de diminuer l'utilisation du DDT tout en réduisant l'incidence du paludisme.